

Publications périodiques

Comptes annuels

SCANIA FINANCE FRANCE SAS

Société par actions simplifiée au capital de 23 356 595€
Siège social : 2, boulevard de l'Industrie, ZI d'Ecouflant, 49000 Angers
350 890 661 R.C.S. Angers

Documents comptables annuels.

Comptes sociaux approuvés par l'assemblée générale mixte du 31 mai 2018 et certifiés par les commissaires aux comptes.

I. — Bilan publiable.

(En milliers d'Euros.)

Actif	Exercice N 2017	Exercice N-1 2016
Caisse, banques centrales, C.C.P.	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	404	137
Opérations avec la clientèle	34 822	34 319
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	314 121	263 911
Location simple	5 656	4 718
Immobilisations incorporelles	5	9
Immobilisations corporelles	847	874
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Autres actifs	7 021	3 432
Comptes de régularisation	1 264	2 988
Total de l'actif	364 140	310 388

Passif	Exercice N 2017	Exercice N-1 2016
Banques centrales, C.C.P.	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	1	1
Opérations avec la clientèle	311 439	264 307
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	13 207	10 641
Comptes de régularisation	6 434	5 758
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Provisions	0	0
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux propres hors FRBG	33 059	29 681
Capital souscrit	23 357	23 357
Primes d'émission	0	0
Réserves	367	334
Écarts de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+/-)	5 958	5 343
Résultat de l'exercice (+/-)	3 377	647
Total du passif	364 140	310 388

Hors bilan	Exercice N 2017	Exercice N-1 2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement	50 977	31 603
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus :		
Engagements de financement	200 082	247 235
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0

II. — Compte de résultat publiable.
(En milliers d'Euros.)

	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	591	713
Intérêts et charges assimilées	-1 549	-1 647
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées ¹	147 233	131 592
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées ¹	-137 938	-126 973
Produits sur opérations de location simple ²	2 849	3 054
Charges sur opérations de location simple ²	-2 934	-2 848
Revenus des titres à revenu variable	0	0
Commissions (produits)	0	0
Commissions (charges)	-17	-17
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	1 493	1 466
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0
Produit net bancaire	9 729	5 340
Charges générales d'exploitation	-4 501	-4 132
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-163	-175
Résultat brut d'exploitation	5 065	1 033
Coût du risque	0	0
Résultat d'exploitation	5 065	1 033
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	18	0
Résultat courant avant impôt	5 083	1 033
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	-1 705	-386
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	3 377	647

III. — Annexe au bilan et compte de résultat bancaires au 31 décembre 2017.

I. — Principes et méthodes comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définies par le Comité de la Réglementation Bancaire.

La présentation des états financiers de Scania Finance France est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (CRB), modifié par les règlements 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF) lui-même modifié notamment en 2010 par le règlement ANC n°2010-08 du 7 octobre 2010 relatif à la publication des comptes individuels des établissements de crédit.

Les chiffres rappelés dans les documents de synthèse, bilan et compte de résultat, sont directement comparables.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II. — Changements de méthode comptable et de présentation.

Nous ne relevons pas de changement de méthode comptable et de présentation sur l'exercice 2017.

III. — Événements significatifs relatifs à l'exercice 2017.

Néant.

IV. — Méthodes d'évaluation.

a) Immobilisations incorporelles et corporelles (y compris crédit-bail et location simple).

Elles figurent en valeur brute au bilan pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les amortissements et dépréciations, retenus pour la détermination du résultat courant, sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles : progiciels, logiciels :	1 et 3 ans
Immobilisations corporelles	
Véhicules industriels neufs	4 à 7 ans
Véhicules de tourisme neufs	4 ans
Véhicules d'occasion	2 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans

La société utilise l'amortissement dérogatoire pour les acquisitions de matériels industriels neufs donnés en crédit-bail et en location.

Les amortissements dérogatoires, calculés sur les acquisitions de matériels donnés en crédit-bail et location, ont été dotés à hauteur de 72,35 % de la différence entre amortissement dégressif et amortissement linéaire pour l'année 2017, soit un montant de 9 798 070,63 €.

b) Créances sur la clientèle. — Elles sont valorisées à leur valeur nominale sous déduction, le cas échéant, des dépréciations destinées à les ramener à leur valeur d'inventaire.

c) Évaluation des dépréciations de la clientèle.

Ont été dépréciés pour le montant total de leur créance HT, les clients faisant l'objet de poursuites judiciaires ou dont les dossiers sont traités par le service contentieux.

— 27,37 % représentent les dépréciations pour créances dues par les clients en procédure judiciaire.

— 5,40 % représentent les dépréciations pour créances impayées par les clients en poursuite d'activité, en procédure judiciaire.

— 67,23 % représentent les dépréciations sur créances dues par les clients ayant des impayés de plus de 3 mois.

L'impact de l'actualisation est non significatif compte-tenu du faible montant de risque net.

Le traitement comptable du risque de crédit est traité au paragraphe X.

d) Dettes et autres passifs. — Ils figurent au bilan à leur valeur nominale.

e) Comptes de régularisation :

Charges constatées d'avance : Elles représentent des frais engagés dans l'exercice mais qui en vertu du principe de l'annualité des charges, se rapportent à l'exercice suivant.

Produits constatés d'avance : Il s'agit de produits perçus avant que les prestations les justifiant aient été complètement effectuées.

f) Provisions. — La société applique le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Le poste provisions comprend les provisions destinées à couvrir des risques et charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

V. — Divers.

a) Effectifs :

Nombre de personnel	31/12/2016	31/12/2017
Actifs	49	49
Inactifs	4	3
Total	53	52

Effectif moyen de l'exercice	2016	2017
Cadres	24,4	24,8
Employés	18,4	20,1
Total	42,8	44,9

- b) Fiscalité. — Le résultat de l'exercice a été affecté par l'utilisation de dérogations fiscales :
- amortissements dérogatoires pour une dotation de 9.798 K€ et une reprise de 10.150 K€
 - amortissement sur un an calendaire des logiciels.

Allègement de la dette future d'impôts	(en Euros)
Dépréciations sur créances clients	74 621
Contribution sociale de solidarité	108 013
Aide à la construction	11 422
Total	194 056
Taux IS 2017 : 33,33%	
Allègement futur d'impôts	64 685

Accroissement de la dette future d'impôts	(en Euros)
Amortissements dérogatoires cumulés au 31.12.2017	57 492 888
Taux IS 2017 : 33,33%	
Accroissement futur d'impôts	19 164 296

c) Identité de la société consolidante. — Notre société est consolidée dans les comptes de la société SCANIA CV AB - SE-151 87 Södertälje Suède, selon la méthode de l'intégration globale.

d) Intégration fiscale. — Scania Finance France est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale de la société Scania Holding France. La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle de la ré allocation immédiate de l'économie d'impôt.

Il n'y a pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale.

e) Rémunérations allouées pendant l'exercice aux organes d'administration ou de direction. — Le montant des rémunérations versées aux organes de direction en 2017 est 283 288 €.

f) Événements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation. — La société ne constate aucun événement de ce type.

VI. — Commentaires relatifs au bilan (k€).

1°) Bilan actif :

	2016	2017
a) Créances sur les établissements de crédit :		
Représentatives de créances à vue	137	404
b) Créances sur la clientèle (non éligibles au refinancement de la Banque Centrale) :		
Moins de 3 mois	3 785	3 677
De 3 mois à 1 an	9 789	9 846
De 1 à 5 ans	20 745	21 298
	34 319	34 821

c) Opérations avec les entreprises liées :

Postes	Montant concernant les entreprises liées		Montant concernant les entreprises avec lesquelles la Sté a un lien de participation	
	2016	2017	2016	2017
Autres actifs, factures à établir	2 351	555		
Autres actifs, compte courant d'associés			35	-984
Opérations avec la clientèle, comptes créditeurs à terme	-264 082	-311 219		
Autres passifs, dettes fournisseurs et créditeurs divers	-2 929	-5 148		
Charges d'exploitation bancaires	-1 645	-1 549		
Charges générales d'exploitation refacturées	-1 957	-2 149		

Les montants relatifs aux entreprises liées concernent les opérations faites avec des sociétés sœurs du groupe Scania.
 Les montants relatifs aux entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation concernent la société mère de Scania Finance France.
 Les opérations avec la clientèle, comptes créditeurs à terme, sont les montants des emprunts souscrits auprès de la centrale de trésorerie du groupe Scania.

d) Crédit-bail, location :

Crédit-bail	A nouveau au 01/01/2017	Transferts	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2017
Valeurs brutes	565 299	233	182 770	-106 293	642 009
Immobilisations en cours	3 579	-3 579	4 160		4 160
Amortissement	-304 644	-187	-127 879	100 767	-331 943
Dépréciations	-322		-126	343	-105
Valeurs nettes	263 912	-3 533	58 925	-5 183	314 121

Locations	A nouveau au 01/01/2017	Transferts	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2017
Valeurs brutes	12 849	-234	4 059	-3 432	13 242
Immobilisations en cours	0	0	102		102
Amortissement	-8 131	187	-2 640	2 896	-7 688
Dépréciations	0			0	0
Valeurs nettes	4 718	-47	1 521	-536	5 656

	2016	2017
e) Immobilisations incorporelles:		
Logiciels	9	5
f) Immobilisations corporelles (toutes concernent l'exploitation)		
Constructions	539	525
Agencements divers	10	9
Matériel de transport	288	279
Matériel et mobilier de bureau	37	34
	874	847
g) Autres actifs		
État - taxe sur la valeur ajoutée	3 390	7 017
Divers	7	4
Compte-courant Scania Holding France	35	
	3 432	7 021
h) Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance	129	165
Factures à établir	2 356	555
Assurances à recevoir - produits à recevoir	7	57
Frais émission emprunts	0	0
Loyers et prestations associées des contrats financiers à recevoir	496	487
	2 988	1 264

2°) Bilan passif :

a) Dettes envers les établissements de crédit :

Comptes et emprunts	Moins de 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 à 5 ans		Total	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Découvert bancaire	1	0					1	0
Intérêts courus bancaires	0	0					0	0
Total	1	0	0	0	0	0	1	0

b) Comptes créditeurs de la clientèle :

Comptes à terme	Moins de 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 à 5 ans		Total	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Emprunts groupe	26 415	36 502	73 825	92 106	163 710	182 495	263 950	311 103
Intérêts courus sur emprunts groupe	132	116					132	116
Clients créditeurs	225	220					225	220
Total	26 772	36 838	73 825	92 106	163 710	182 495	264 307	311 439

	2016	2017
c) Autres passifs :		
Dépôts et cautionnements reçus	16	12
Personnel	858	970
Organismes sociaux	589	629
Taxes à payer	558	299
Produits d'assurances à reverser	239	271
Fournisseurs	8 381	10 042
Compte-courant Scania Holding France	0	984
	10 641	13 207
d) Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance, loyers des contrats financiers	5 655	6 200
Remboursements d'assurances et indemnités de résiliation	103	234
	5 758	6 434
e) Provisions :		
Provisions pour charges de réparations	0	0

f) Capital social :

	Nombre d'actions	Valeur nominale
Début d'exercice	1.531.580	15,25 €
Fin d'exercice	1.531.580	15,25 €

Au 31/12/2017 la société Scania Holding France détient plus de 99 % du capital de notre société.

Variation des capitaux propres 2017 :

Libellé	01/01/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital social	23 357			23 357
Réserve légale	334	32		366
Report à nouveau	5 343	615		5 958
Résultat	647	3 377	-647	3 377
Total	29 681	4 024	-647	33 058

Variation des capitaux propres 2016 :

Libellé	01/01/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Capital social	23 357			23 357
Réserve légale	283	51		334
Report à nouveau	4 360	983		5 343
Résultat	1 035	647	-1 035	647
Total	29 035	1 681	-1 035	29 681

La société a procédé à une distribution de dividendes de 1.010.842,80 € le 01/06/2015 au titre de l'exercice 2014. Il n'y avait précédemment eu aucune distribution de dividende depuis la constitution de la société en 1989.

g) Engagements de retraite :

Indemnités de fin de carrière (IFC) : Scania Finance France verse des indemnités de fin de carrière en fonction de l'ancienneté des salariés. Les engagements correspondants sont couverts au travers d'un contrat souscrit auprès de la compagnie d'assurance Générali, et valorisés selon la méthode des unités de crédit projetés sur la base d'un taux d'actualisation du fonds de 1,65 %. Ces engagements ont été valorisés sur la base de départs volontaires à la retraite à l'âge de 67 ans et s'élèvent à 261.404 € au 31/12/2017, contre 238.480 € au 31/12/2016.

VII. — Commentaires relatifs au hors-bilan (K€).

a) Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle. — Dossiers de financement acceptés par la société et dont les contrats n'ont pas encore démarré, pour 50 977 K€ au 31/12/2017, contre 31.603 K€ au 31/12/2016.

b) Engagements reçus de la clientèle. — Ligne de financement reçue de la centrale de trésorerie du groupe Scania, montant non utilisé de 200.082 K€ au 31/12/2017, contre 247.235 K€ au 31/12/2016.

VIII. — Commentaires relatifs au compte de résultat (K€).

	2016	2017
a) Produit net bancaire:		
Intérêts et produits assimilés:		
Intérêts sur crédits à l'équipement	682	557
Intérêts de retard	19	33
Intérêts créditeurs bancaires	12	1
	713	591
Intérêts et charges assimilées:		
Intérêts sur emprunts bancaires		
Intérêts sur emprunts auprès de la clientèle financière à terme	-1 639	-1 542
Intérêts bancaires	-5	-7
Frais d'émission d'emprunts	-3	0
	-1 647	-1 549
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés :		
Loyers	120 785	133 858
Produits accessoires	819	946
Plus-values de cessions d'immobilisations	1 648	2 208
Profits sur récupération de créances amorties	0	3
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	112	343
Reprise de dépréciation sur immobilisations	0	0
Reprise sur amortissements dérogatoires	8 228	9 875
	131 592	147 233
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés :		
Dotation aux amortissements des immobilisations	-118 969	-127 879
Dotation pour dépréciation sur immobilisations	0	-3
Moins-values de cessions d'immobilisations	-7 281	-9 133
Dotation aux dépréciations pour créances douteuses	-173	-122
Créances irrécouvrables	-38	-136
Commissions sur cessions d'immobilisations	-512	-664
	-126 973	-137 937
Produits sur opérations de location simple :		
Loyers	2 606	2 475
Produits accessoires	2	0
Plus-values de cessions d'immobilisations	221	98
Reprises de dépréciations sur immobilisations	6	0
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	0	0
Reprise sur amortissements dérogatoires	219	276
	3 054	2 849
Charges sur opérations de location simple :		
Dotation aux amortissements des immobilisations	-2 489	-2 640
Dotation pour dépréciation sur immobilisations	0	0
Moins-values de cessions d'immobilisations	-359	-291
Dotation aux dépréciations pour créances douteuses	0	0
Créances irrécouvrables	0	0
Autres charges		-2
	-2 848	-2 933
Commissions:		
Charges sur prestations de services bancaires	-17	-17
Autres produits d'exploitation bancaire:		
Produits exceptionnels divers	41	12
Remboursements d'assurances	849	814
Participation aux bénéfices des assureurs	380	443
Différence de provisions	0	86

Transferts de charges	196	138
	1 466	1 493

	2016	2017
b) Charges générales d'exploitation:		
Salaires (*)	-2 519	-2 852
Organismes de retraites	-217	-226
Autres charges sociales	-989	-1 086
Intéressement des salariés	-130	-110
Impôts et taxes	-366	-398
Autres services extérieurs	-1 868	-1 979
Charges refacturées	1 957	2 149
	-4 132	-4 502
(*) Notre société a bénéficié en 2017 d'un crédit d'impôt au titre du C.I.C.E d'un montant de 53 950 €. Il a été utilisé pour financer l'embauche d'un analyste financier en contrat à durée indéterminée, d'une assistante de crédit en contrat à durée déterminée, pour permettre à la société de poursuivre son développement.		
c) Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles :		
Biens à disposition de la société	-175	-163
d) Gains ou pertes sur actifs immobilisés :		
Plus ou moins values de cessions sur immobilisations	0	18
e) Impôts sur les bénéfices :		
Impôt société	-386	-1 705

IX. — Proposition d'affectation du résultat.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire d'affecter le bénéfice net comptable de 3 377 493,52 € comme suit :

- en compte de réserve légale 168 874,68 €
- en compte de report à nouveau créditeur 3 208 618,84 €

X. — Traitement comptable du risque de crédit (K€).

Ces informations ne concernent que les opérations de crédit et de crédit-bail.

— Choix de classement des encours : Les encours clients sont classés en encours contentieux (créances sur clients en règlement ou liquidation judiciaire) et encours douteux (toutes les créances d'un même client, dès qu'une de ces créances est impayée depuis plus de 3 mois, selon le principe de contagion). Tous les autres encours sont considérés comme des encours sains.

— Règle de déclassement : Un encours sain est comptabilisé en encours contentieux dès que l'on a connaissance du dépôt de bilan du client. Les encours douteux sont évalués à chaque fin de mois, dès qu'une créance est impayée depuis plus de 3 mois. Les passages en perte ne sont comptabilisés que lorsque l'on a obtenu un certificat d'irrecouvrabilité de nos créances.

Les encours contentieux sont reclassés en encours sains sur décision du service contentieux, en fonction de leur situation judiciaire (passage en plan de continuation), leurs reprises de règlements ou mises en place de prélèvements automatiques.

— Méthode de prise en compte des instruments de réduction des risques : Chaque dossier, qu'il soit en encours contentieux ou douteux, est analysé par le service contentieux. Les garanties obtenues lors de la mise en place du crédit (caution, engagement de rachat ou de participation aux pertes d'un tiers) sont alors mises en œuvre, afin de diminuer notre risque de crédit.

— Méthode retenue pour la détermination de la perte probable : Le montant de la dépréciation correspond à 100 % de la valeur HT de la créance, plus 100 % de la dépréciation du matériel si la valeur marché du bien est inférieure à sa valeur nette comptable, moins les garanties mises en œuvre.

— Informations sur les encours Crédit-bail et Crédit Classique :

	2016	2017
Encours contentieux	307	56
Encours douteux	141	83
	448	139

— Informations sur les dépréciations (K€) :

Libellé	01/01/2017	Dotation	Reprise	31/12/2017
Dépréciation sur encours contentieux	206	54	-226	34
Dépréciation sur encours douteux	117	69	-117	69
Dépréciation sur matériels	0	3	0	3
Total	323	126	-343	106

Libellé	01/01/2016	Dotation	Reprise	31/12/2016
---------	------------	----------	---------	------------

Dépréciation sur encours contentieux	247	57	-98	206
Dépréciation sur encours douteux	14	117	-14	117
Dépréciation sur matériels	6	0	-6	0
Total	267	174	-118	323

— Informations sur les pertes et récupérations de l'exercice (K€)

	2016	2017
Pertes sur créances douteuses	-38	-136
Reprises de dépréciations correspondantes	38	136
Rentrées sur créances amorties	0	3

— Informations sur les encours restructurés (K€) :

	2016	2017
Montant des encours restructurés à des conditions de marché durant l'exercice	0	352

Nous n'avons, au 31/12/2017, aucun n'encours en stock restructuré hors conditions de marché.

Pour les activités de crédit-bail avec option d'achat ainsi que de location simple, sont inscrites en PNB, conformément au CRC 2005-04, les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats.

XI. — Informations relatives aux réserves latentes des opérations de crédit-bail et location avec engagement de rachat (K€).

La réserve latente, nette de dépréciations financières et d'impôts différés, des contrats de crédit-bail et location avec engagement de rachat, s'élève à 20.068 K€ au 31/12/2017, contre 21.287 K€ au 31/12/2016.

Le montant de la réserve latente inclus dans les fonds propres complémentaires au 31 décembre 2017 s'élève à 21.287 KEUR.

IV. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Aux Associés,

SCANIA FINANCE FRANCE SAS
ZI d'Ecouflant
2 Boulevard de l'Industrie
49000 ANGERS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SCANIA FINANCE FRANCE SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 30 mai 2018.

Le commissaire aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Séverine Machtelinck

V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion du Comité de Direction est tenu à la disposition du public au siège social.